

Des formations dans tous les domaines

*Environnement, lutte anti-incendie,
législation, piraterie, soins infirmiers,
agriculture*



Lutte contre la piraterie

La JICA collabore avec le corps de Garde-Côtes du Japon pour former des responsables originaires d'Asie, d'Inde, du Moyen-Orient et d'Afrique aux dernières techniques de lutte contre la piraterie maritime. Ce programme comprend une introduction aux systèmes juridiques internationaux et des visites et présentations de bateaux, d'avions et d'autres équipements de pointe utilisés par les Garde-Côtes.

Des programmes pour solutionner chaque problème



Technologies
de pointe au service
des nouveau-nés

C'EST UNE RÉGION CALME ET BUCOLIQUE du Japon, avec des forêts profondes et un relief vallonné. Les îles rocaillieuses sont découpées par des baies en dents de scie ; des hôtels et résidences de bord de mer s'accrochent à leurs flancs abrupts.

Après la deuxième guerre mondiale, alors que la

reconstruction du Japon progressait rapidement, cette région a vécu une véritable catastrophe industrielle et sociale. Des bébés naissaient avec des malformations. Et de nombreux résidents locaux se plaignaient de troubles allant de maux de tête à une perte de l'odorat.

C'est sans doute le plus vaste programme de formation de ce type au monde.

À l'issue d'une très longue enquête, on découvrit qu'une usine chimique locale déversait des déchets contenant du mercure dans la baie de Minamata. L'alimentation à base de poissons et de fruits de mer, tant appréciée depuis des siècles, se révélait toxique, les poissons véhiculant ce qu'on allait appeler la « maladie de Minamata ».

On a recensé 1 246 décès et plus de 12 000 personnes touchées. Après une telle catastrophe, Minamata risquait de connaître un destin tout aussi funeste.

Or, cette ville a su se réinventer. Première ville japonaise à intégrer la gestion de l'environnement dans sa planification, Minamata compte aujourd'hui parmi les 13 « villes écologiques modèles »—certification octroyée par le gouvernement japonais.

Un message planétaire

AVEC L'URBANISATION ET L'INDUSTRIALISATION croissantes, notamment des pays en développement, les populations peuvent être exposées à des risques de ce type. La ville de Minamata a fait passer son message—d'avertissement, mais aussi d'espoir—à l'ensemble de la planète.

Depuis dix ans, des édiles, des représentants du gouvernement et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) invitent des responsables et des experts originaires d'Asie, d'Afrique et des Amériques à participer à des programmes de formation réguliers consacrés à la planification urbaine écologiquement durable.

Suite à la page 10



Blanchiment d'argent ;
travail de liaison avec
les fonctionnaires de
police japonais

Qui va gagner la lutte anti- corruption à l'échelle planétaire ?

La corruption est partout.

Dans les États dits « en faillite » comme la Somalie, la corruption endémique touche tous les aspects de la vie quotidienne—il faut verser des pots-de-vin pour garantir sa sécurité, acheter à manger, avoir accès à des soins de santé ou même être enterré en paix et dans la dignité.

Les conflits engendrent de gigantesques scandales, et même dans les pays développés, il existe des systèmes complexes de fraude et de blanchiment d'argent.

Certes, ces risques sont bien connus et bien documentés. Toutefois, Transparency International, une association fondée en 1993 pour détecter la corruption et formuler des propositions pour la combattre, publie des rapports annuels dans lesquels elle met en lumière les pratiques de corruption dans des domaines comme la gestion de l'eau, l'administration hospitalière ou le commerce des produits pharmaceutiques.

La crise financière mondiale a favorisé l'aggravation de la corruption à grande échelle. Dans son rapport annuel 2010, Transparency International affirme que ce fléau s'est même immiscé dans la lutte contre le changement climatique mondial. Or, il s'agit « certainement du défi de gouvernance mondiale le plus complexe auquel la communauté internationale ait été confrontée à ce jour. »

L'addition est salée. De 1990 à 2005, les ententes de fixation de prix ont provoqué des pertes économiques directes pour les consommateurs (tarifs excessifs) d'environ 300 milliards USD, d'après le rapport 2009 de Transparency International.

Toujours selon ce rapport, dans les pays en développement, entre 20 et 40 milliards USD de pots-de-vin finissent chaque année

dans les poches d'hommes politiques et de fonctionnaires corrompus.

Des responsables de pays développés comme le Japon concèdent que même chez eux, il s'agit d'une lutte permanente et souvent perdue d'avance, où les « voleurs » font souvent appel aux technologies les plus récentes et aux cerveaux les plus affûtés pour défier les autorités.

Dans le monde en développement, la situation est parfois bien pire, les autorités policières ou judiciaires manquant le plus souvent de moyens humains et technologiques.

Un groupe de 23 personnalités dont des magistrats, des professionnels de l'audit, des procureurs venus de pays d'Afrique, d'Amérique latine, de la région Asie-Pacifique et du Japon ont suivi un programme de trois mois destiné à échanger des expériences, acquérir des savoirs sur des domaines particuliers et étudier des mesures concrètes susceptibles d'être appliquées dans leurs pays respectifs. Ce programme s'est appuyé sur des conférences, des séances de discussions, des ateliers et des visites d'observation.

Sous l'égide de la JICA et de l'Institut asiatique et extrême-oriental des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFEI), des thèmes particuliers ont été examinés : corruption d'organisations nationales, étrangères et internationales, malversations, corruption dans le secteur privé, blanchiment d'argent, dissimulation et obstruction à la justice.

Pour les participants, principalement des cadres moyens et supérieurs de la fonction publique, l'un des aspects les plus importants de ce programme, qui offrait une introduction aux technologies les plus récentes de lutte contre la

criminalité, était l'échange d'informations et d'idées.

Le procureur brésilien Douglas Moreno s'est dit surpris d'apprendre que des pays comme la Thaïlande punissaient certaines formes de corruption par la peine de mort. Par des experts de Singapour et de Hong-Kong, il avait appris la nécessité d'une coopération plus étroite entre tous les services chargés de faire appliquer la loi. Mais dans un pays comme le Brésil, il fallait commencer par mettre ces principes en oeuvre au niveau local avant de les transposer à l'échelle nationale.

« Comment pouvons-nous combattre la corruption si tout le monde est impliqué ? » a demandé la procureure de la République des Philippines Marmarie Satin-Vivas. « Il est de plus en plus difficile de détecter la corruption, et nous n'avons pas pris suffisamment d'initiatives. »

Puis elle a ajouté : « Nous devons faire changer les mentalités et l'éthique du travail. Il faut une volonté politique pour changer le système. Elle a ensuite déclaré que le programme de formation arrivait à point nommé, car son pays cherchait à adopter une loi ambitieuse sur la liberté de l'information, qui aiderait à combattre la corruption.

Samarage Jaysundara, procureur de haut rang du Sri Lanka, a raconté que l'idée de protéger les « informateurs »—ceux qui informent les autorités des faits de corruption de leurs collègues—était entièrement nouvelle dans son pays et méritait d'être approfondie.

Tous les participants sont censés partager leurs compétences nouvellement acquises, et former d'autres collègues dès leur retour au pays.

Huit millions d'incendies chaque année. AU SECOURS !



Des pompiers s'initient à l'évacuation sur cordes.

De petites escouades d'hommes en salopette bleue et casque blanc traversent d'un pas vif le terrain de manœuvres. D'autres en rangs bien alignés écoutent attentivement les consignes assénées par des instructeurs, dans une langue inintelligible pour l'observateur non averti.

Certains descendent en rappel la façade d'un bâtiment, grimpent sur de hautes échelles en équilibre instable ou administrent des soins à des « victimes » allongées sur un brancard.

Cette scène digne d'un camp d'entraînement militaire s'est déroulée récemment à Kitakyushu. Les participants étaient des pompiers : instructeurs du corps de sapeurs-pompiers local, groupe « d'élèves » du Myanmar, d'Arménie, de Jamaïque et de Saint-Christophe-et-Niévès (dans les Caraïbes).

Il s'agissait de la dernière session du cours de formation aux techniques de lutte anti-incendie, l'un des plus anciens stages de la JICA. **Des pompiers venus de près de 80 pays ont bénéficié de ce programme depuis son lancement en 1988.**

Bien qu'assez éloignée de ce qu'on entend généralement par activités d'aide au développement—aménagement d'infrastructures, éducation, etc.—la lutte anti-incendie joue un rôle de plus en plus important en termes de « sécurité humaine », puisqu'elle contribue au maintien de communautés viables et durables.

Désormais, les êtres humains sont plus nombreux à vivre dans les villes que dans les campagnes, et des mégapoles se développent un peu partout sur la planète, surtout dans le monde en développement.

Dans des conditions souvent dominées par la

surpopulation et le chaos social, les incendies sont plus fréquents et plus difficiles à maîtriser.

Selon des chiffres récents fournis par le Centre mondial des statistiques sur les incendies, on dénombre chaque année 7 à 8 millions d'incendies, responsables de 70 000 à 80 000 morts et de près d'un million de blessés.

Des services d'incendie efficaces sont indispensables à la cohésion sociale. L'exemple le plus spectaculaire est le rôle joué par les pompiers après les attentats du 11 septembre 2001 à New York : ils ont contribué au sauvetage d'innombrables employés du World Trade Center, et ont payé un très lourd tribut (nombreux morts et blessés dans leurs rangs).

Ce que l'on sait moins en revanche, c'est que le corps de pompiers du Myanmar est la seule organisation gouvernementale compétente pour les catastrophes. Comme on le sait, dans ce pays sujet aux catastrophes naturelles, un seul cyclone (Nargis) a fait en 2009 des dizaines de milliers de morts et ravagé en quelques heures des segments entiers de l'économie.

Autre pays exposé aux aléas naturels, notamment sismiques, le Japon a développé l'un des réseaux de lutte anti-incendie les plus modernes du globe. Ce pays est donc bien placé pour enseigner à d'autres les techniques de lutte contre le feu.

Si les participants à la dernière session de formation ont été frappés par le niveau de sophistication des équipements, ils ont également apprécié d'autres aspects du programme s'étalant sur trois mois.

« Au Myanmar, nous possédons très peu d'équipements de pointe », précise Myo Aung Myint, un commandant de section du corps de

sapeurs-pompiers birman. « Mais ici, nous pouvons apprendre un grand nombre de techniques qui nécessitent peu de moyens financiers. »

À l'issue de cette formation intensive, les participants étaient censés élaborer un plan d'action individuel, à étoffer après leur retour au pays. La diversité des propositions émises reflétait celle du contenu de la formation et des besoins des différents pays.

Les pompiers de Saint-Christophe-et-Niévès et du Myanmar espéraient faire adopter par leur organisation respective de nouvelles techniques d'accès et d'évacuation sur cordes et de recherche et sauvetage des victimes dans les bâtiments.

Compte tenu de l'urbanisation croissante de la Jamaïque, Rudolph Wayne Seaton, surintendant adjoint d'une caserne de pompiers, estimait indispensable de renforcer la formation anti-incendie en relation avec les immeubles de moyenne ou grande hauteur.

Khachik Shmavonyan, du Service de sauvetage arménien, a dit vouloir se concentrer sur l'amélioration des capacités de premier secours, tandis que d'autres participants insistaient sur la nécessité de renforcer les contrôles de sécurité et l'enseignement théorique du commandement, les procédures d'enquête à la suite d'un incendie et les systèmes de prévention des incendies.

L'un des aspects qui a impressionné l'ensemble des participants est sans doute l'un des aspects de base de cette formation : « **La discipline et l'organisation sont remarquables** », a constaté Rommel Renford. « Nous pouvons tous en tirer des leçons. »

Chaque année, les incendies sont responsables de 70 000 à 80 000 morts et de près d'un million de blessés.

2010 : Retour sur une année

La présidente de la JICA, **Sadako Ogata**, a bien voulu revenir récemment sur les questions de développement qui ont marqué l'année écoulée, et énoncer les perspectives pour 2011.

Question: Dans l'ensemble du monde en développement, quelle aura été la tendance la plus marquante durant l'année écoulée ?

Mme Ogata: Jusqu'à présent, le développement était souvent considéré comme un « complément », un « module extérieur » à l'appui de la politique nationale, mais jamais comme un élément central de celle-ci. Aujourd'hui, dans des pays comme les États-Unis et le Japon, le développement est devenu l'une des pièces maîtresses de la politique, au même titre que la diplomatie, et la JICA assume la responsabilité d'une grande partie de l'aide au développement du Japon.

Pour la JICA, quelle aura été l'évolution la plus positive ?

La JICA a fusionné avec la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) en 2008, ce qui a permis à la « Nouvelle JICA » d'offrir une assistance technique, des subventions et des prêts d'APD pour la première fois. C'est une très bonne chose, et tous reconnaissent l'utilité de ce changement. Sur le plan administratif, nous avons achevé notre réorganisation en 2010 ; nous formons une seule et même entité, et nous devons commencer à produire des résultats concrets.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir ?

Dorénavant, nous allons devoir faire en sorte que cette intégration donne des résultats clairs et positifs, que la substance soit renforcée. Nous commençons à réajuster certaines de nos priorités politiques. Jusqu'à présent, nous nous sommes concentrés sur l'Asie, avec d'excellents résultats. Mais après la fusion, il convient d'insister sur certains aspects, tandis que d'autres peuvent être considérés comme réglés. Nos bureaux dans le monde, plus particulièrement en Asie, procèdent au réexamen de leur structure globale et des résultats attendus des projets.

Cela va-t-il entraîner des changements en termes de structure et d'effectifs ?

Malgré des contraintes budgétaires strictes, nous aimerions renforcer notre présence sur le terrain, afin d'étendre nos programmes et nos projets dans les pays en développement. Ce thème a fait l'objet de discussions : il implique des réductions d'effectifs au siège et davantage de personnel

opérationnel sur le terrain. Pour nous, c'est un défi vaste et complexe, car après la fusion, nous avons commencé à administrer des prêts à des conditions de faveur. Or, le processus de planification et de mise en œuvre correspondant mobilise beaucoup de personnel.

Avez-vous essuyé des revers en 2010 ?

Après l'installation d'un nouveau gouvernement, les activités de la JICA ont été soumises à un examen approfondi. Certes, des améliorations étaient possibles dans certains domaines, et j'accepte une réduction raisonnable des coûts, processus qui a déjà commencé. Mais s'agissant de tel ou tel programme, nos espoirs ont été déçus : nous n'avons pas su convaincre les parlementaires de l'importance de certaines priorités sur le terrain.

La JICA a-t-elle connu d'importants changements stratégiques ou géographiques en 2010 ?

Pas de changements notables. Nous sommes tenus d'apporter notre aide aux pays les moins développés du globe. Dans le même temps, nous devons veiller à répondre aux besoins de pays ayant des priorités différentes. Notre antenne doit rester ouverte sur le monde.

En période de difficultés économiques, il est vital de convaincre le grand public

de l'importance de l'aide au développement. Qu'en est-il ?

Nous nous battons. Nous nous battons, car nous n'avons pas réussi à sensibiliser suffisamment à l'intérêt de notre travail et aux défis que représente la mondialisation rapide. Il n'est pas simple d'expliquer l'importance de l'aide aux pays en développement à l'heure où le Japon lui-même est « vidé de sa substance » par les investissements directs des industries japonaises dans certains des pays en question. Si la situation économique japonaise ne s'améliore pas, nous aurons de plus en plus de mal à justifier l'aide au développement à grande échelle. Nous devons prouver que ce processus qui consiste à donner et à prendre au niveau mondial sera mutuellement bénéfique.

Quels sont les défis immédiats pour 2011 ?

Notre réorganisation administrative est terminée. Il nous

faut maintenant examiner de près nos engagements opérationnels – priorités géographiques et priorités propres aux projets – ce qui nous amènera peut-être à réaffecter 100 collaborateurs supplémentaires à des postes de terrain dans un avenir très proche.

Quel sera l'effet sur les opérations de la JICA de la récente conférence de Nagoya consacrée à la biodiversité mondiale ?

Il est aujourd'hui communément admis que la « biodiversité » a un impact sur la vie quotidienne de tout un chacun ; cet enjeu a donc pris de l'importance pour la JICA, qui va probablement lui accorder une priorité plus élevée. Même chose quant à nos efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015, pour lesquels le Japon s'est engagé très clairement. Pour l'heure, le bilan est mitigé. Certains objectifs – les OMD visent à réduire fortement la pauvreté dans le monde et à faire progresser la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, la prise en compte de l'environnement et d'autres questions connexes – demandent beaucoup de temps. Or il faut que l'on comprenne une chose : ces objectifs ne pourront être atteints que dans un contexte de développement économique mondial.

Continuerez-vous à vous focaliser sur l'Afrique ?

Beaucoup d'objectifs de base du développement ont déjà été atteints en Asie. En revanche, l'Afrique est encore en phase de « décollage » – au début de son processus de développement. L'Afrique ne reçoit qu'une modeste partie de l'APD (aide publique au développement) mondiale, même si le budget opérationnel technique que la JICA consacre à ce continent a augmenté rapidement, atteignant environ 33 % pour l'exercice 2010. Nous continuerons à appuyer de nouveaux projets et de nouveaux domaines de développement, avec un budget qui devrait rester stable pour l'instant. L'année prochaine, nous ferons le point sur nos réalisations et examinerons ce qu'il reste à accomplir d'ici la TICAD (conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) 2013. Cette rencontre s'accordera sur une feuille de route pour ce continent au cours des quatre années suivantes.

Le rôle de la Chine en Afrique a donné lieu à beaucoup de conjectures.

Il y a beaucoup à faire en Afrique. Nous avons ouvert quelques fenêtres de consultation avec la Chine. Une saine

concurrence serait très bénéfique pour le continent.

La JICA souligne de plus en plus l'importance d'un resserrement de la coopération en matière de développement. Cela vaut-il pour la Chine en Afrique ?

Dans la mesure où des projets conjoints sont envisageables, pourquoi pas, à l'avenir ? Bien qu'à mon avis, nous n'en soyons pas encore là.

Qu'en est-il de l'Afghanistan et du Pakistan ?

L'Afghanistan occupe une place très importante, et c'est le plus ambitieux défi de la JICA. Nous jouons un rôle actif dans des domaines tels que l'agriculture, le développement urbain et l'approvisionnement en eau. Nous devons nous assurer, en étroite collaboration avec les Afghans eux-mêmes et avec un large éventail d'acteurs internationaux, que nos activités restent en phase avec la situation générale. La question du Pakistan, proche de la précédente, figure également en haut de la liste de nos préoccupations. Certes, ces deux pays sont confrontés à de nombreux problèmes connexes, mais ils doivent être abordés de façon indépendante et avec souplesse.

Qu'en est-il des autres régions ?

Le Sri Lanka va bénéficier d'une plus grande attention de notre part à mesure qu'il se stabilise (après avoir subi de longues années de guerre civile). Nous étudions également le moyen d'élargir la coopération avec des structures régionales comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-

Est (ANASE) tout en conservant les liens bilatéraux traditionnels.

Quelle est la situation en Irak et au Moyen-Orient ?

Nous avons ouvert un bureau dans le nord de l'Irak il y a deux ans ; nous y avons déjà fait beaucoup de progrès. Si tout va bien, nous devrions bientôt avoir une représentation dans le sud. Malgré la manne pétrolière, l'agriculture occupait une place importante en Irak avant que ce pays soit détruit, et l'une de nos priorités va consister à relancer cette activité durant l'année qui vient. Il existe un « Couloir pour la paix » au Moyen-Orient (une initiative japonaise pour promouvoir le resserrement des liens entre Israël, la Jordanie et la Palestine) et dans la vallée du Jourdain, la JICA contribue à améliorer l'agriculture et à aménager un parc industriel. Malgré toutes sortes d'obstacles, nous enregistrons des progrès lents mais constants.

Aujourd'hui, l'aide au développement est devenue l'une des pièces maîtresses de la politique, au même titre que la diplomatie.



Des formations dans tous les domaines

Suite de la page 4

Récemment, Minamata a accueilli des ingénieurs d'études, des architectes, des agents de l'administration et des experts en gestion des déchets bangladais, mexicains, marocains et vietnamiens. Ce séjour leur a permis d'étudier divers aspects allant de la collecte et de l'élimination des déchets aux activités d'éducation à l'environnement dans les écoles locales (voir page 11).

Il s'agit d'un des multiples programmes de formation proposés chaque année par la JICA au Japon. Ces programmes s'adressent à des candidats ayant les qualifications requises—représentants du gouvernement, universitaires et experts dans leur domaine respectif.

Cette année, ils auront été près de 12 000 à participer à 1 300 programmes couvrant la quasi-totalité des problèmes rencontrés par les pays en développement : activités environnementales, moyens disponibles pour lutter contre la corruption ou la piraterie en mer, mise en place de nouveaux cadres juridiques, autres projets relatifs à l'environnement, à la santé, à l'agriculture et à l'éducation, etc.

En moyenne, les participants ont passé deux mois au Japon ; mais si certaines formations ne durent qu'une semaine, d'autres (très spécialisées) peuvent s'étaler sur trois ans.

Décombres de la guerre

DIX ANS APRÈS LA FIN DE LA deuxième guerre mondiale, le Japon était toujours gravement pénalisé ; le pays n'avait toujours pas fini de reconstruire ses maisons, usines, écoles et voies ferrées, et une grande partie de sa population restait tributaire des dons alimentaires importés des États-Unis ou émanant d'organisations internationales.

En 1954, le Japon a rejoint le gros de la communauté internationale en

devenant membre du Plan de Colombo pour le Développement coopératif économique et social des pays de l'Asie et du Pacifique. Tokyo a détaché des experts à l'étranger et invité un groupe de ressortissants étrangers à suivre une formation au Japon.

Le premier programme était de taille modeste : 138 participants sont venus de pays voisins étudier des thèmes liés au développement agricole. Le Japon était encore tellement démuné que les États-Unis et les États participant à la formation ont assumé l'essentiel des dépenses.

Mais ce programme, l'une des premières initiatives du Japon d'après-guerre, s'est étoffé pour devenir la plus ancienne composante de son aide publique au développement (APD). Doté d'un budget de 276,7 millions USD en 2009, c'est sans doute le plus vaste programme de formation de ce type au monde.

Plus de 260 000 personnes ont suivi une formation au Japon depuis la création de ce programme.

D'autres donateurs traditionnels comme les États-Unis et le Royaume-Uni mènent également des programmes ambitieux, mais ils privilégient les formations locales, dans les pays en développement.



L'hospitalité selon les Japonais

Apprendre des erreurs du passé pour construire un avenir meilleur



« Retour vers le futur »

C'est un cauchemar redouté par les communautés des pays en développement.

Tandis que la planète s'urbanise à une vitesse folle—pour la première fois dans l'histoire, nous sommes plus nombreux à vivre dans les villes que dans les campagnes—de nouvelles industries et infrastructures sociales et politiques se développent pour répondre à cette nouvelle configuration démographique. Ce qui peut mener à des catastrophes.

Pour la ville de Minamata, petite bourgade endormie perdue dans le sud de l'île de Kyushu, au Japon, l'heure de vérité a sonné au début de la renaissance industrielle nipponne après la deuxième guerre mondiale.

Ses habitants ont commencé à se plaindre de symptômes divers—extrême fatigue, maux de tête, pertes de mémoire, perte de l'odorat et d'autres sens. Certains enfants sont nés gravement handicapés.

L'origine de ces phénomènes a été identifiée en 1956. Une grande partie des poissons et coquillages consommés au quotidien par les autochtones était contaminée par le mercure déversé dans la baie par une entreprise chimique.



Collecte de déchets dans le quartier

À ce jour, on a recensé 12 615 personnes atteintes d'une affection baptisée « maladie de Minamata » ; 1 246 en sont mortes.

Cela étant, Minamata a décidé de réagir : elle est devenue la première ville japonaise à placer la gestion environnementale au cœur de sa planification urbaine.

C'est aujourd'hui l'un des 13 centres urbains certifiés « ville écologique modèle » par le gouvernement japonais. Par ailleurs, elle héberge depuis 2000 le programme de formation sur la planification urbaine écologiquement durable organisé chaque année par la JICA. Minamata a réussi son pari grâce à la participation du gouvernement et

des institutions, notamment éducatives, ainsi qu'à l'engagement actif et à long terme des différentes municipalités et communautés.

Cette ville constitue une sévère mise en garde contre les menaces qui pèsent sur les centres urbains aux prises avec l'augmentation de leur population, l'industrialisation, la pollution et le changement climatique, tout en apportant quelques éléments de réponses à ces défis.

Récemment, des responsables venus du Mexique, du Maroc, du Vietnam et du Bangladesh—autant de pays confrontés à de gigantesques enjeux écologiques—ont passé une partie des six mois que durait le projet à Minamata pour étudier l'approche originale adoptée par cette ville.

Ils ont visité un des points de collecte de déchets de proximité. Certes, rien d'inhabituel en soi, mais les autorités locales ont prévu pas moins de 23 catégories pour la collecte des ordures. Le nombre de catégories disponibles dans la plupart des centres industrialisés est de 3 à 6.

Une femme a raconté aux visiteurs qu'elle participait bénévolement à la collecte des déchets depuis 1993. Quand on lui a demandé pourquoi, elle a eu l'air perplexe. Puis elle a fini par répondre : « Parce que nous devons tous nous entraider. Tel est le sens d'une vraie communauté. » Désormais, plusieurs adolescents travaillent aux points de collecte de proximité (300 au total dans toute la ville).

Les participants disposaient-ils de ce genre de système dans leur pays ? Ce fut au tour des stagiaires mexicains, marocains et bangladais d'avoir l'air décontenancé et d'émettre des rires nerveux. « Jamais vu », ont-ils répondu, unanimes. Md. Asger, spécialiste de la gestion des déchets à Dhaka (au Bangladesh), a même ajouté : « Chaque jour, nous devons éliminer 4 000 tonnes de déchets dans ma ville.

Vous vous rendez compte ? »

De fait, la JICA a participé à la mise en place de systèmes de gestion des déchets à Dhaka et au Vietnam.

Les participants ont visité le collège de Fukuro, qui intègre l'éducation active à l'environnement dans ses programmes. Les élèves font des sorties en montagne, en forêt et le long des cours d'eau environnants, et ils font de la plongée sous-marine pour observer la nature à l'état brut et apprendre comment intégrer de manière durable des activités comme la pêche et l'exploitation forestière.

« L'éducation à l'environnement est quasiment inexistante au Maroc », a constaté l'architecte environnementaliste Yasmina Merroun, en voyant comment les adolescents se familiarisaient avec le « fonctionnement » des montagnes environnantes (photosynthèse, régime des précipitations, etc.).

« Chez nous, les informations de ce type sont rares, et la participation directe encore plus », a-t-elle ajouté. « Désormais, ma mission va consister à rapporter tout ce que j'ai appris ici et à m'assurer que ces informations seront transmises et partagées. »

Pour souligner l'implication de tous les segments de la communauté, Hiroko Kanazashi a montré aux visiteurs comment fabriquer du fil, des teintures ou du *washi* sans produits chimiques ni pesticides. Si cette activité est devenue localement une entreprise artisanale, Hiroko et son époux visitent des régions comme l'Amazonie ou l'Ouzbékistan pour promouvoir un concept : la création de nouvelles activités économiques fondées sur l'utilisation des compétences et traditions locales.

Parmi les méthodes qu'elle utilise, beaucoup datent de la période allant du 17^e au 19^e siècle au Japon. Elle conclut en disant que « pour bâtir des sociétés viables, nous devons « retourner vers le futur » ».



Des écoliers se familiarisent avec la nature.



Apprentissage de nouvelles techniques forestières et agricoles



Cette année, ils auront été près de 12 000 à participer à 1 300 programmes couvrant la quasi-totalité des problèmes rencontrés par les pays en développement.

La JICA propose elle aussi ce type d'activités. L'année dernière, 14 254 personnes ont bénéficié d'une formation « sur place » et 3 406 autres ont suivi des cours parrainés par la JICA dans des pays tiers.

Certains participants triés sur le volet ont la possibilité de suivre une formation en plusieurs endroits, à la fois au Japon et à l'étranger. L'Agence tend de plus en plus à encourager les forma-

tions et projets sur le terrain « triangulaires » : par exemple, un expert en informatique indonésien ayant à l'origine reçu une formation de la JICA pourra être envoyé par celle-ci au Rwanda pour transmettre ses connaissances à des étudiants africains.

Avantage des formations au Japon

CELA ÉTANT, LES AVANTAGES AUX YEUX DES apprenants et de la population hôte sont fortement liés à la décision de la JICA de dispenser des formations au Japon.

Hiroyuki Mori, directeur général adjoint pour les activités de formation de la JICA et le département de la participation des citoyens, a expliqué que durant l'ère Meiji (de 1868 à 1912), alors que le Japon s'ouvrait au monde extérieur, près de 25 000 jeunes Japonais étaient partis faire leurs études à l'étranger.

« À l'époque, il était très important pour eux de voir à quoi ressemblait la civilisation occidentale », a-t-il poursuivi. « Il fallait qu'ils aillent vivre là-bas, qu'ils parlent avec les gens, qu'ils fassent des erreurs, se fassent gruger et soient contraints de se débrouiller au quotidien pour appréhender les différences. Les échanges de personnes et d'idées sont importants pour les pays concernés et pour nous-mêmes. »

Un réseau social, le JICA Global Network (réseau mondial JICA), s'est développé peu à peu. Dans cette sorte de Facebook privé, chaque formation engendre sa propre communauté de participants, de conférenciers et de collaborateurs de la JICA, qui continuent à échanger des idées, des opinions, des informations et des documents pendant la formation et après leur retour chez eux.

Un des éléments clés de ce programme, outre la formation elle-même et l'engagement de la JICA, est la participation d'autres segments de la société japonaise.

La JICA gère la formation via ses 13 centres au Japon, mais quelque 300 autres entités—gouvernement central, collectivités locales, fonda-

Un vieux pays himalayen se dote d'un système juridique tout neuf



En 2008, la guerre civile qui déchirait depuis plus de dix ans l'État du Népal, dans l'Himalaya, a pris fin. Cette nation s'est alors retrouvée confrontée à une tâche gigantesque : bâtir un pays quasiment nouveau.

Après plus de deux siècles de royauté, le gouvernement élu démocratiquement avait besoin d'adopter de nouvelles politiques économiques et sociales et, plus important encore, d'une nouvelle structure juridique pour gouverner ce pays. Un pays de 23 millions d'habitants enserré entre la Chine et l'Inde, doté de paysages magnifiques—larges vallées nichées entre les montagnes, dont huit figurent parmi les dix plus hautes du monde.

Outre les activités de développement « classiques » comme la construction d'un nouvel hôpital, d'une route ou d'une école, dans des pays comme le Vietnam, le Cambodge, le Laos, l'Ouzbékistan, l'Indonésie, la Chine et la Mongolie, la JICA met l'accent sur la mise en place ou le renforcement des cadres juridiques.

Pour l'heure, les seules grandes lois en vigueur au Népal sont une constitution provisoire et un Code national (« Muluki Ain ») conçu autour d'une ancienne doctrine hindoue qui s'applique à la fois aux affaires civiles et aux affaires criminelles.

Le système tout entier apparaît comme obsolète. Après son installation en 2008, le

nouveau gouvernement, en collaboration avec la JICA, a élaboré un code civil pour prendre en compte les droits humains fondamentaux des citoyens ordinaires et s'aligner sur les normes internationales dans ce domaine.

Parmi les objectifs poursuivis, citons l'élimination des clauses discriminatoires envers les femmes (mariage, divorce), la clarification de la propriété et de l'utilisation des terres, et la résolution des différends contractuels.

Un groupe consultatif japonais formé d'universitaires et de spécialistes du droit, et un groupe de travail sur l'amélioration et les réformes du droit civil népalais ont participé à des rencontres, des séminaires et des téléconférences. À l'issue de cela, des projets de code civil et de code de procédure civile ont été présentés au premier ministre népalais en août dernier.

Le Japon occupe une position à part ; il est en mesure d'offrir un conseil dans le domaine juridique, car depuis la fin du 19e siècle, il a adopté de façon sélective des éléments de droit appartenant aux systèmes

européen, britannique et américain. Le groupe consultatif de la JICA a fourni aux Népalais non seulement les grandes lignes de ce système juridique hybride, mais aussi des éléments issus d'autres pays, pour leur permettre de choisir les options les mieux adaptées à la situation spécifique du Népal.

Des consultations nationales impliquant le public, des juges et des avocats sont en cours ; elles permettront de peaufiner le projet, que le parlement pourra ensuite promulguer. Outre le code civil, l'Assemblée constituante travaille à l'élaboration d'une constitution permanente, la date butoir ayant été fixée à mai 2011.

La JICA continuera à apporter son aide jusqu'en mars 2012. D'ici là, elle s'attachera à promouvoir la réforme du droit auprès du public et à renforcer la formation des juges et des fonctionnaires de justice.

Des formations dans
tous les domaines

Centre Japon

Un 10e anniversaire prometteur

Quand le bloc soviétique s'est effondré, certains anciens satellites, surtout en Asie centrale, se sont retrouvés confrontés à un défi : comment passer d'un système communiste rigide à un modèle économique « libéral », favorisant les mécanismes de marché ? Certains pays d'Asie, comme le Vietnam et la Mongolie, ont connu la même situation. À la fin des années 1990, le Japon a eu l'idée de mettre en place des « Centres Japon » pour aider ces pays à opérer une transition aussi complexe que

entrés en jeu. »

Dans les faits, ils font office d'écoles d'excellence, à même de former une nouvelle classe de ressources humaines qualifiées pour le monde de l'entreprise—collaborateurs de base, cadres et administrateurs de petites et moyennes entreprises, et depuis peu, dirigeants (PDG) et cadres supérieurs de grandes entreprises.

Des experts japonais y enseignent les dernières techniques de management appréciables au Japon, dont le concept du *kai-*



Des chefs d'entreprises vietnamiens obtiennent leur diplôme.

Cours de formation au centre de Hanoi



douloureuse.

Le premier de ces centres a ouvert officiellement ses portes il y a 10 ans.

La JICA a contribué à l'implantation et à la gestion de Centres Japon au Vietnam (l'un à Hanoi, l'autre à Ho Chi Minh), au Laos, au Cambodge, en Mongolie, en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan.

Plus de 66 000 personnes y ont suivi des cours spécifiques, mais rien qu'au Vietnam, près d'un demi million de personnes ont participé à diverses activités proposées par ces centres.

« Il y a dix ans, le Vietnam comptait environ 20 000 entreprises. Ce nombre avoisine aujourd'hui les 500 000 » estime Satoru Kohiyama, qui a dirigé l'un de ces centres pendant près de quatre ans (jusqu'en août 2010). « C'était une période d'innocence. L'économie se développait et se diversifiait rapidement, et à tous les niveaux, on avait besoin en urgence de personnel qualifié. C'est là que les centres sont

zen—qui vise l'amélioration continue des processus de fabrication et de gestion.

En outre, ces centres offrent une vitrine du Japon et de la culture japonaise. Ils proposent des cours de japonais et des informations sur le Japon, accueillent des événements culturels et servent d'intermédiaires entre les habitants du pays concerné et leurs homologues japonais.

Les Centres Japon relèvent du système de coopération technique de la



Un moine bouddhiste face aux TI

JICA. Les projets ayant une durée limitée, l'Agence s'emploie à renforcer la capacité de ses partenaires locaux à assurer la continuité de fonctionnement de ces centres une fois la coopération achevée.

S'ils dispensent un enseignement théorique, ils ne négligent pas pour autant la réalité quotidienne des entreprises.

Le Centre Japon-Mongolie mène depuis peu un projet en collaboration avec l'Université nationale de Mongolie et la plus grande entreprise minière du pays, Erdenet Mining Corporation. Ce projet vise à renforcer la haute direction de cette entreprise et à élaborer un plan d'affaires pour le prochain

exercice.

Le centre a signé un autre accord avec une société d'exploitation aurifère locale, qui souhaite moderniser son mode de management. La Mongolie est un important fournisseur potentiel de ressources naturelles pour le Japon.

Le Japon met également l'accent sur le développement de la région du Mékong : les centres implantés dans cette région œuvrent au renforcement des objectifs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en favorisant le resserrement des liens par des activités comme l'organisation de séminaires conjoints via le système de communication JICA-Net.

Selon Hiroaki Nakagawa, directeur du département de la politique publique de la JICA, « Ces centres sont une ressource très appréciable pour les entreprises et organisations japonaises qui cherchent à étendre leurs activités dans les régions concernées. »



Contribution à la protection des récifs coralliens et des forêts de mangrove

tions, associations, universités, organisations non gouvernementales et entreprises privées—jouent également un rôle essentiel. Elles fournissent en effet des conférenciers, des administrateurs et des lieux de formation ou d'hébergement.

Bienvenue au Japon

LES APPRENANTS, QUI ÉTU- dient les technologies les plus récentes et suivent une formation pratique, se familiarisent également avec la culture japonaise, par des visites de maisons, d'écoles et d'usines.

Des communautés d'accueil comme la ville de Minamata savent que l'expérience d'apprentissage est partagée : les résidents japonais font la connaissance d'individus qui viennent parfois des régions les plus reculées de la planète.

Hiroko Kanazashi enseigne les techniques traditionnelles de fabrication de fil, de teintures ou de *washi* (papier japonais), qui n'utilisent ni pesticides ni produits chimiques. C'est sa contribution personnelle à une ville écophile. Elle a parfaitement intégré l'aspect « enrichissement mutuel » de ce programme de formation.

Elle a adressé aux stagiaires bangladais, vietnamiens, marocains et mexicains qui suivaient une formation dans son atelier des paroles encourageantes : « Dans notre monde industrialisé, nous avons beaucoup à apprendre de vous. Prenez



Plus de 260 000 personnes ont suivi une formation au Japon depuis la création de ce programme.

Après avoir suivi une formation aux techniques de lutte anti-incendie, les participants du Myanmar, d'Arménie, de la Jamaïque et de Saint-Christophe-et-Nièves (une autre île caribéenne) sont rentrés chez eux. Ils comptent promouvoir le recours aux nouvelles techniques—accès et évacuation sur cordes, recherche et sauvetage de victimes dans les bâtiments—et améliorer les capacités de premier secours, les contrôles de sécurité et l'apprentissage du commandement, les procédures d'enquête à la suite d'un incendie et les systèmes de prévention des incendies.

« Je n'en croyais pas mes yeux », a dit Rommel Renford, un officier du corps de sapeurs-pompiers de Saint-Christophe-et-Nièves. « Certains des équipements disponibles ici étaient époustouflants ». Mais il s'est dit également très impressionné par la discipline et l'organisation qui régnaient.

« Et le poisson cru n'est pas mal non plus », a-t-il plaisanté tandis que lui-même et ses collègues se mettaient en rang une dernière fois avec leurs confrères japonais avant leur retour chez eux. ■



Compétences en ingénierie

JICA's WORLD

Éditeur :

Noriko Suzuki
Bureau des Relations publiques et avec les médias

Rédacteur :

Raymond Wilkinson

Directeur artistique :

Vincent Winter Associés

JICA'S WORLD

est une publication bimestrielle de la JICA
Nibancho Center Bldg
5-25, Niban-cho
Chiyoda-ku
Tokyo 102-8012 JAPAN

TÉLÉPHONE :

+81-3-5226-6660-3

FAX : +81-3-5226-6396

INTERNET :

<http://www.jica.go.jp>

Contactez-nous :

jicagap-opinion@jica.go.jp

Couverture : Aperçu des centaines de formations proposées par la JICA au Japon à des participants venus du monde entier.
Photos : JICA



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est la plus grande organisation de développement bilatéral au monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables du globe.